

Oser VIOLENCE Radicalisation ÉCHANGER Sens PARTAGER Former
PRÉVENTION Détecter SIGNALER Valeurs républicaines SOLIDARITÉ
Cohésion sociale Terrorisme Oser VIOLENCE Radicalisation SENS
échanger PARTAGER Former PRÉVENTION Détecter SIGNALER Valeurs
républicaines SOLIDARITÉ Cohésion sociale TERRORISME Oser
VIOLENCE Radicalisation ÉCHANGER Sens PARTAGER Former
PRÉVENTION Détecter SIGNALER Valeurs républicaines SOLIDARITÉ
Cohésion sociale OSER Terrorisme VIOLENCE Radicalisation
TERRORISME Sens PARTAGER Former PRÉVENTION Détecter SIGNALER
Valeurs républicaines SOLIDARITÉ Cohésion sociale ÉCHANGER Sens
PARTAGER Oser VIOLENCE Radicalisation échanger SENS Partager
FORMER Prévention DÉTECTER Signaler VALEURS RÉPUBLICAINES
Solidarité COHÉSION SOCIALE Terrorisme OSER Violence
RADICALISATION échanger SENS Partager FORMER Prévention
DÉTECTER Signaler VALEURS RÉPUBLICAINES Solidarité COHÉSION
SOCIALE Terrorisme OSER Violence RADICALISATION échanger SENS
Partager FORMER Prévention DÉTECTER Signaler VALEURS
RÉPUBLICAINES Solidarité COHÉSION SOCIALE Terrorisme Oser
VIOLENCE Radicalisation ÉCHANGER Sens PARTAGER Former
PRÉVENTION Détecter SIGNALER Valeurs républicaines SOLIDARITÉ
Cohésion sociale TERRORISME Oser VIOLENCE Radicalisation
ÉCHANGER Sens PARTAGER Former PRÉVENTION Détecter SIGNALER
Valeurs républicaines SOLIDARITÉ Cohésion sociale TERRORISME Oser
VIOLENCE Radicalisation ÉCHANGER Sens PARTAGER Former
PRÉVENTION Détecter SIGNALER Valeurs républicaines SOLIDARITÉ
Cohésion sociale TERRORISME Oser VIOLENCE Radicalisation échanger
SENS Partager FORMER Prévention DÉTECTER Signaler VALEURS
RÉPUBLICAINES Solidarité COHÉSION SOCIALE Terrorisme OSER Violenc

JOURNÉE DÉPARTEMENTALE

Mardi 20 juin 2017 • Centre des Congrès d'Épinal

« Quels outils face aux dérives radicales ? »



Cette journée a pour visée d'approfondir les connaissances en matière de prévention secondaire de la radicalisation, d'échanger et partager les pratiques à l'œuvre face à ce phénomène, faisant suite à la première journée « Dérives radicales, parlons-en ! » du 20 Octobre 2016.

Elle s'inscrit dans une dimension départementale, interinstitutionnelle, ouverte largement à tous les professionnels concernés, en tant que professionnels du champ du travail social, acteurs du monde associatif agissant auprès de publics « fragilisés » : jeunes et leurs parents ainsi que les élus locaux.

Le portage politique et institutionnel de cette journée est initié par la Préfecture en partenariat avec le Conseil départemental des Vosges, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et la Ville d'Epinal, en collaboration avec la DDCSPP, la CAF, le CIDFF, l'Education Nationale.

Enfin, cette journée bénéficie de l'expertise juridique de Zahra Anseur, Substitut du procureur de la République, près du Tribunal de Grande Instance d'Epinal.

I. POURSUIVRE LA CULTURE COMMUNE	5
A. La procédure de signalement	5
Définition académique de la radicalisation (sciences sociales)	5
Plusieurs approches de la radicalisation chez les chercheurs	6
le radicalisé	6
Le rôle de l’islam dans la radicalisation	7
La situation en France :	8
Trois types d’islam radical en France :	8
Le contexte géopolitique	9
Evolution du jihad global	9
La propagande	10
L’enrôlement	11
Les profils de jihadistes	11
Les critères de la radicalisation	12
Le recrutement	12
Les retours	13
Prévention et lutte contre la radicalisation et le terrorisme	13
la réponse publique	13
Les acteurs du dispositif	15
Le signalement et son circuit	16
Notre rôle en matière de prévention de la radicalisation violente	18
B. Le processus de radicalisation	20
Présentation de l’Association « Entr’Autres » :	20
Des processus de radicalisation	20
Quid de la prévention de la radicalisation ?	21
Certaines radicalités n’ont pas d’incidence	21
Le politico religieux pose problème	22
Comprendre les motivations	23
II. Des outils au service des pratiques professionnelles	24
A. Forum participatif	24
1. Les indicateurs de basculement	24
Présentation de la situation du département du Bas-Rhin	24
Les indicateurs de basculement	25
2. Les études de cas	27
Intervention de Mr CLEMENT Jean-François	27
Intervention de Mr CROLOTTE Denys	32

3. La présentation de l'action de l'Association « l'EVEIL MEINAU » à Strasbourg ----- 35

B. Table ronde des Maisons des Adolescents (MDA) : -----38

1. Plateforme ressource régionale VIRAGE ----- 38
Présentation du Réseau VIRAGE ----- 38
Les acteurs concernés ----- 39
Les publics cibles ----- 40
Comment les accompagner ? ----- 40
2. MAISON DES ADOLESCENTS de Nancy : un atelier théâtre et une émission radio pour travailler la tolérance et le vivre ensemble ----- 41
3. Présentation de la Maison Des Adolescents et Jeunes Adultes des Vosges (MDAJA)42

I. POURSUIVRE LA CULTURE COMMUNE

A. LA PROCEDURE DE SIGNALEMENT

Intervention de l'Unité de Coordination de la lutte antiterroriste



Il s'agit du premier service créé en 2004 pour assurer la coordination entre tous les services concernant la lutte contre le terrorisme. En 2014, l'UCLAT reçoit la mission supplémentaire d'évaluer la menace terroriste, de déterminer sa nature et de lutter contre la radicalisation.

DEFINITION ACADEMIQUE DE LA RADICALISATION (SCIENCES SOCIALES)

La radicalisation est « *le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux, qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel* »

- Double nécessité d'une idée extrême et d'une action violente
- Concept non stigmatisant, opérant pour tout phénomène extrémiste
- Approche neutre, qui ne hiérarchise pas l'importance relative des deux termes, entre l'idée et l'action, la religion ou l'idéologie, la violence ou le terrorisme, entre la cause et la conséquence etc.
 - ⇒ Entre approches opposées et en réalité complémentaires: islamisation de la radicalité vers la radicalisation de l'islam.

Les situations de radicalisation qui nous préoccupent ici relèvent d'une idéologie fondamentaliste, d'inspiration sunnite, islamique ou islamiste (selon qu'il s'agit de défendre un projet strictement religieux ou politico-religieux).

En résumé, s'il n'y a pas de lien automatique entre **religion et violence** en général. Ici entre islam et terrorisme, la reconnaissance d'une **dimension religieuse du phénomène actuel de radicalisation** est essentielle à sa compréhension.

Le processus de radicalisation est rapide, avec des étapes, des facteurs de basculement et un croisement des regards est nécessaire pour le déceler. Ce processus est brutal au moment du passage à l'acte mais souvent plus ancien. Il n'y a que des cas particuliers. Toutes les approches sont valables à condition de ne pas s'exclure les unes les autres.

Dans les débats actuels entre chercheurs, personnalités, certains considèrent que l'idée prime à l'action violente ; la radicalisation de l'islam serait en cause. Pour d'autres, c'est d'abord la radicalité présente chez certains qui compte, avec une islamisation de la radicalité.

Ce qu'il faut retenir, c'est cette variation possible selon le parcours l'histoire de vie personnelle. Il ne faut donc exclure aucune approche.

PLUSIEURS APPROCHES DE LA RADICALISATION CHEZ LES CHERCHEURS

- Approche comportementale, concentrée sur l'action violente : une personne est radicalisée à partir de l'expression de cette violence publiquement en paroles ou en actes
- Radicalisation cognitive : elle passe par les connaissances, phase en amont des actes, de plus en plus pertinente pour éviter d'être surpris le jour du passage à l'acte.

Le concept de djihad a évolué au cours du 20^e siècle. Il convient de distinguer :

- Le djihad majeur représente pour les personnes de confession musulmane l'effort majeur à faire sur soi pour devenir une meilleure personne chaque jour, c'est un combat spirituel intime contre soi-même, "dans son cœur".
- Le djihad mineur est le combat au sens de la prise d'armes pour la défense de la religion. Il repose sur le consensus autour d'un leader légitime en Islam, est conditionné dans le temps, tant que l'agression persiste, là où les Musulmans sont "offensés" et il est territorialisé. C'est à dire qu'il ne concerne que les Musulmans de la zone donnée à un moment donné. Cette notion de "djihad mineur" a été galvaudée pour soutenir une idéologie djihadiste politique et meurtrière à partir des années 80 (cf contexte géopolitique de l'Iran et de l'Arabie Saoudite) et qui appelle tous les musulmans à s'engager contre les non musulmans, la démocratie, les institutions etc...

LE RADICALISE

Jihadiste : Littéralement celui qui fait le jihad. Mahomet fut le premier jihadiste. Dans le contexte actuel, le terme désigne les partisans d'un islam ultra-rigoriste dans son contenu et révolutionnaire ou insurrectionnel dans son mode d'action. Donc une notion qui peut prêter à confusion mais qui est utilisée faute de mieux.

Combattant, combattant étranger : Terme générique employé par les organisations internationales telles que les Nations Unies et l'UE pour désigner les volontaires étrangers ayant rejoint le théâtre syro-irakien pour y combattre aux côtés des groupes islamistes.

C'est un engagement conscient, relativisant le terme d'embrigadement.

Criminel terroriste : Rappel définition en droit pénal français de l'acte de terrorisme (Art. 421-1 du Code pénal) : La combinaison 1/ d'un crime ou d'un délit de droit commun 2/ en lien avec « une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur »

« Toutes les personnes en voie de radicalisation ne deviennent pas des terroristes mais tous les terroristes sont radicalisés. »

LE ROLE DE L'ISLAM DANS LA RADICALISATION

Rappel historique des différentes expressions d'un islam radical :

Les courants radicaux de l'islam sunnite ne sont pas assimilables à une dérive sectaire ou à un accident dans l'histoire de l'islam. Ils relèvent de l'une des quatre écoles sunnites de jurisprudence coranique, l'école fondamentaliste hanbalite (aussi la plus rigoriste).

La 1^e incarnation de cette école est le **wahhabisme**.

Le **salafisme** est la forme « moderne » de ce courant fondamentaliste sunnite incarné en Arabie saoudite = Mouvement de **régénération / purification** de l'islam et la **réislamisation** de la société par un retour au dogme et aux pratiques des « pieux ancêtres ».

Le **jihadisme** ou jihad global est une idéologie militante et violente, qui a émergé dans sa forme moderne durant la 2nde moitié du XXe siècle.

Selon Antoine SFEIR, dans son Dictionnaire du Moyen-Orient, le jihadisme est le « fruit de la rencontre entre la doctrine traditionnaliste saoudienne et la stratégie de prise de pouvoir des frères musulmans » ; soit l'enfant terrible des formes religieuses (wahhabite ou salafiste) et politique (Frères musulmans) de l'islam radical.

Références : Que sais-je Le Djihadisme d'Asiem El Difraoui

Les notions d'islamisme ou d'islam radical sont des créations de l'Occident pour comprendre une réalité complexe voire éclatée loin de la représentation mythique d'une Oumma unifiée. Elles sont néanmoins utiles et ce d'autant plus qu'on observe des passerelles de plus en plus nombreuses.

Pour résumer : Différentes faces d'une même réalité radicale, intégriste, qui correspondent à différents moyens - à dominante religieuse, politique ou révolutionnaire pour parvenir à un même but : l'application ultra-rigoureuse de la charia et la restauration du califat.

LA SITUATION EN FRANCE :

La présence de l'islam sous une forme radicale est un phénomène relativement récent (40 ans) et en pleine expansion:

- **Un phénomène importé**, avec l'accueil d'opposants islamistes, notamment algériens du Front Islamique du Salut dans les années 80 et le retour en France des étudiants boursiers partis étudier dans la péninsule arabique
- **Un phénomène devenu endogène**, porté par une part importante des 2^e et 3^e générations de populations venues du Maghreb, ré-islamisée et « convertie » à l'islam radical, qui s'oppose à l'islam traditionnel de leurs parents immigrés
- **Un phénomène prosélyte** : 0 mosquée/salle de prière en 2000 – plus d'une centaine 15 ans plus tard.

On parle beaucoup de radicalisation avec la difficulté de préciser les choses pour notre pays laïc dans lequel la religion a disparu en grande partie de l'espace public. On parle bien de radicalisation inspirée par un islam radical même si ce concept n'existe pas dans tous les cas suivis, dans les filières les plus endurcies ou pour les appels du numéro vert avec un profil moins inquiétant.

Le bilan de la menace terroriste en France pose la question de l'exposition particulière de notre pays à la menace terroriste, au-delà des raisons de fond (crise des banlieues à l'intérieur / crise de l'islam à l'extérieur).

Le principe de laïcité, fondateur de la république tout comme son passé colonial et son implication aujourd'hui dans des conflits extérieurs, sont généralement invoqués.

Il s'agit de **facteurs « aggravants » du point de vue jihadiste**, mis en avant par la propagande islamiste, **mais en réalité pas nécessaires** pour expliquer l'ampleur et la diversité de la menace terroriste qui vise l'ensemble des pays européens.

En effet, des pays communautaristes, du moins non laïcs, dont l'armée n'est pas autant engagée sur des théâtres extérieurs, tels que le Danemark, la Belgique ou l'Allemagne, sont également touchées par le terrorisme sur leur sol.

TROIS TYPES D'ISLAM RADICAL EN FRANCE

Mouvement endogène, autonome, revigoré par l'actualité internationale comportant trois expressions (politique, révolutionnaire, religieux) d'un même islam radical qui a pour but d'établir une charria ultra rigoureuse avec une lecture fondamentaliste, intégriste, extrémiste du coran et des textes.

Il n'existe pas d'automatismes entre ces courants radicaux et le terrorisme surtout entre le salafisme, religieux dans sa majorité. Cependant, au regard des observations de cas précis, ce mouvement dit religieux, pieux, apolitique est en réalité prosélyte, mode d'action revendiqué. Cette prise de pouvoir se fait assez brutalement avec pour premières victimes les autres courants musulmans.

On observe surtout chez les jeunes sensibles, admiratifs devant ce retour aux origines, cette pureté affichée dans un premier temps. Ils estiment assez rapidement (en fonction de leur âge et tempérament) que ce n'est pas assez et veulent combattre et donner leur vie, mourir en martyr pour cette cause. Ils considèrent que les salafistes religieux dont le discours vise une réislamisation sur le long terme ne vont pas assez vite et assez loin. Ainsi les djihadistes dans les filières et qui partent en Syrie agissent au nom de cet islam qu'ils radicalisent et rejoignent ainsi le djihadisme.

LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE

On observe une interaction croissante entre scènes intérieure et internationale, en particulier chez une population qui vit sa religion, en l'occurrence l'islam, comme un facteur majeur voire exclusif d'identité.

La solidarité avec les pays musulmans en crise ou en guerre tend à l'emporter sur toute autre considération.

D'autres théâtres de guerre / jihad ont existé auparavant et attiré des volontaires.

Cependant l'attraction de la zone syro-irakienne est inégalée à ce jour, notamment grâce **au mélange inédit de mythes et de réalités proposé par Daech**: La fin des temps, un nouvel ordre mondial purifié d'une part; la migration vers la terre d'islam, la hijra, la construction du califat et le jihad d'autre part.

Les vecteurs modernes de diffusion de la propagande jihadiste et la facilité d'accès via la Turquie – au moins les premières années du conflit- expliquent également cette situation inédite.

EVOLUTION DU JIHAD GLOBAL

Destins et stratégies de ces deux organisations jihadistes ayant échoué à prendre le pouvoir dans leur pays respectif et devenues terroristes et internationales par nécessité et par idéologie	
Al Qaïda , une ONG au service du jihad mondial permanent	Chassé d'Arabie saoudite devenue l'« ennemi proche », Oussama ben Laden déterritorialise le jihad. Considérant que l'« ennemi lointain » (américain) est trop puissant pour établir le califat dans l'immédiat, il crée une « base » (comme son nom « qaïda » l'indique) avec des réseaux clandestins afin de perpétrer des attentats et être en mesure un jour d'imposer son idéologie jihadiste à l'échelle mondiale.
Daech , le jihad mondial au service immédiat du Califat	A l'inverse, Daech (acronyme d'Etat islamique en Irak et au Cham/Syrie), organisation d'origine irakienne, a choisi d'établir un

	<p>califat sur un territoire à partir duquel il prétend mener un jihad global, afin d'attirer des combattants et de concurrencer Al Qaïda. Son terrorisme est sectaire et vise prioritairement les musulmans chiïtes, majoritaires et détenteurs du pouvoir en Iraq.</p>
--	--

Les combattants étrangers ont représenté jusqu'à environ la moitié des ressources en hommes de Daech. Cette part est en baisse sensible (30 000 auparavant)

S'agissant des combattants ayant rejoint Daech : les apports étrangers se sont stabilisés en 2015 pour ensuite diminuer (autour de 10-12 000 aujourd'hui)

Les pertes importantes de Daech sont partiellement compensées par ces nouvelles arrivées

- Plus de la moitié de ces combattants viennent du Moyen-Orient, de la péninsule arabique et du Maghreb
- 4 000 russophones présents sur zone sont originaires du Caucase et d'Asie centrale, souvent à des postes de cadres militaires expérimentés,
- Les quelques milliers d'Européens, généralement inexpérimentés, sont davantage utilisés en 1^e ligne ou comme kamikazes sur zone ou dans leur pays d'origine

Si les arrivées sur zone se sont taries, en raison notamment de la situation de guerre et de la politique d'empêchement de sortie du territoire, de nombreux volontaires continuent de souhaiter partir. Il n'y a pas de désaffection pour le jihad.

Les flux des djihadistes passent par la Turquie ou par leur pays d'origine (Maroc, Tunisie, Egypte)

900 et 1000 personnes seraient toujours volontaires pour partir. Sur zone, 400 combattants, 300 femmes, 200 familles, 500 mineurs dont 1/3 nés sur zone (enjeu majeur pour les retours, peu nombreux aujourd'hui : beaucoup ne le souhaitent pas, envisageant d'autres théâtres de guerre comme le Yémen).

LA PROPAGANDE

Propager une vision du monde binaire et victimaire	<p>« <i>L'islam est menacé</i> » « <i>Les musulmans sont humiliés</i> » « <i>L'Occident est responsable</i> »</p>
Inciter à l'engagement de tous et à la confrontation, victimiser les indécis	<p>« <i>Il faut défendre l'islam</i> » « <i>Chaque musulman doit faire le jihad et la hijra</i> »</p>
Donner des directives pour agir avec violence et assurer la promotion de ceux qui obéissent	<p>« <i>Si vous pouvez tuer un incroyant américain ou européen-en particulier les méchants et sales Français (...), alors (...) tuez-les de n'importe quelle manière</i> »</p>

Rôle doublement efficace de la propagande :

- **Sur la forme**, Daech utilise des vecteurs modernes et adaptés utilisant les vecteurs et les codes connus par tous les jeunes

- **Sur le fond**, Daech fournit le « bon » diagnostic : les musulmans sont offensés, humiliés, maltraités => il faut défendre l'islam, faire le jihad et devenir un combattant, un héros
- **Sur les moyens**, la violence est privilégiée et destinée à toucher sa cible. Des volontaires acquis à cette violence. Toutes les cibles et tous les modes opératoires sont licites

Rappel récurrent et décliné à l'infini de l'appel lancé le 22 septembre 2014 par le porte-parole de Daech, Al-Adnani, à tuer par n'importe quel moyen tous les incroyants, « en particulier les méchants et sales Français »

La propagande de masse sur Internet informe, sensibilise, mobilise, amplifie le processus et prépare l'entrée en scène des recruteurs. Les réseaux sociaux (RS) assument le même rôle, plus personnalisé, de personne à personne

La radicalisation combine facteurs objectifs et subjectifs : c'est sur ces derniers que jouent la propagande et les recruteurs (désir narcissique, adhésion à un projet idéalisé, à une utopie).

L'ENROLEMENT

Leviers positifs	Leviers négatifs
L'héroïsme	L'humiliation
Le Califat	L'injustice
La séduction	La haine
La purification	La vengeance

LES PROFILS DE JIHADISTES

Il n'existe pas d'un mais de profils-types qui combinent des éléments communs concernant leurs origines et leurs parcours. Le rapport à la violence et à la religion est une variable importante de discrimination des profils :

- Logiquement, la dimension **criminelle/délinquante** est importante s'agissant de la population radicalisée, active dans les filières, et partie rejoindre les zones de combat
- Elle est moindre chez les personnes signalées en voie de radicalisation auprès du CNAPR, s'agissant des profils de **militants**, acquis à la cause jihadiste, ou des embrigadés, sous emprise amoureuse ou influencer idéologique, de type sectaire
- Les profils de **déséquilibrés** sont davantage présents dans les actions menées de façon isolée, sans lien avec une organisation ou une cellule structurée. La proportion de ces profils est relativement faible

Le rapport à la religion est davantage contingent et instrumental chez les délinquants et déséquilibrés alors qu'il est perçu comme essentiel, central chez les autres catégories.

LES CRITERES DE LA RADICALISATION

Ruptures	changement d'apparence, de comportement
Environnement personnel	familial et relationnel
Théories et discours	théorie du complot, antisémitisme, prosélytisme
Techniques	réseaux sociaux, dissimulation

LE RECRUTEMENT

On observe une professionnalisation du recrutement avec le recours à une batterie de leviers, destinée à **favoriser un processus de victimisation canalisé ensuite vers l'action violente.**

- Vengeance
- Purification
- Califat
- Injustice
- **L'EGO, L'IDEOLOGIE**

La flatterie, l'ego, la valorisation fonctionnent avec tout le monde avant d'aborder la religion de façon subtile, quotidienne. C'est difficile de faire marche arrière sans soutien du numéro vert, des institutions de l'Etat, ... En parler à quelqu'un de confiance pour sortir de la culpabilité ressentie par de nombreux parents.

Dans la plupart des cas, si la radicalisation est le résultat d'une combinaison des mondes réel et virtuel, le recrutement proprement dit passe par un contact individualisé, le plus souvent physique. Celui-ci renforce le sentiment d'être choisi (les recruteurs s'adressent à des « élus »).

La nouveauté vient toutefois de ce que certains agents présents sur zone agissent désormais via les réseaux sociaux (les « coachs virtuels » tels que Rachid KASSIM), non pas tant au niveau du recrutement mais du passage à l'acte proprement dit.

LES RETOURS

Le danger que les « revenants » sont susceptibles de représenter n'est pas le même selon leur vie sur zone et les raisons qui ont motivé leur retour :

- **Les déçus** de la vie au Califat, des promesses non tenues sur les conditions de vie (villa avec piscine), heurtés par la réalité de la vie en zone de guerre, la cohabitation difficile avec la population locale. Ils reviennent en France pour y retrouver des conditions de vie meilleures.
- **Les désillusionnés** de Daech face au décalage entre leurs aspirations initiales et la réalité de la situation sur zone (i.e. brutalité et injustice de Daech vis-à-vis des civils, combats fratricides entre groupes islamistes...). Ils reviennent et devraient poursuivre par des voies différentes leur engagement (islam politique, associations militantes)
- **Les traumatisés** nécessitent une prise en charge adaptée
- **Les missionnés** continueront à contribuer à la menace sur le territoire

La déception ne garantit en rien la déradicalisation de ceux qui rentrent.

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET LE TERRORISME

La radicalisation s'inscrit dans un temps long, qui peut prendre la forme d'un cycle :

Les jihadistes sont systématiquement « **judiciarisés** », c'est-à-dire qu'ils font l'objet d'une mise en examen à leur retour et sont généralement écroués puis condamnés. Ils passent plusieurs années en prison avant de sortir, leur peine purgée.

La prison étant un milieu par définition pathogène est l'un des lieux privilégiés de la radicalisation, sincère ou d'opportunité.

A l'issue de leur temps passé en milieu fermé, certains vont réitérer leur engagement, sous la même forme (jihadiste), alors que d'autres vont poursuivre leur engagement sous une autre forme, non violente ou moins violente (entrisme, activisme politique, associatif et religieux)

Un **désengagement** du processus de radicalisation (violente) est envisageable pour certains à relativement court terme. La fin demeure, seuls les moyens de l'atteindre changent

La **déradicalisation** est en revanche un processus nécessairement plus long et complexe, qui implique un changement de son système de pensées et de perceptions

LA REPONSE PUBLIQUE

Comme tous les autres pays européens, la France est confrontée à une menace grave liée à l'engagement d'un nombre croissant d'individus dans l'action violente le plus souvent en lien

avec les filières terroristes syriennes. Une approche uniquement répressive ne suffisait plus à endiguer ce phénomène.

La stratégie nationale mobilise tous les pans de l'action publique :

- **1^{er} plan 2014** : « **Plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes** » => Mobilisation et coopération entre les services de l'Etat dédiés à titre principal à la lutte contre la radicalisation
- **2^{ème} plan 2016** : **PART « Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme »** => Mobilisation de l'ensemble des acteurs étatiques et privés, territoriaux et associatif

Ce qui a changé depuis 2014 :

- ✓ La prévention administrative en amont du processus et non plus seulement la prévention répressive judiciaire d'une action à venir
- ✓ Un dialogue spécialisé au niveau du CNAPR et une politique d'empêchement judiciaire et administrative afin d'éviter le départ ou le regroupement de certaines personnes avec des personnes dangereuses
- ✓ Réintroduction de l'autorisation parentale pour les mineurs depuis janvier 2017
- ✓ Agir contre la propagande violente sur internet : très difficile puisque si la France bloque un site, il peut être rouvert depuis l'étranger.

Défacement : portails d'accès, adresses internet tagués électroniquement (appel à la haine, messages complotistes...). Certains sites sont particulièrement visés => quelles protections, mises à jour sur nos ordinateurs, portables ? Réception possible de messages en arabe => Site ou appel téléphonique au ministère de l'Intérieur plateforme PHAROS pour signaler le contenu pour le supprimer et rechercher l'origine du message.

Pour signaler Un contenu

Un contenu illicite sur internet ?

#RéflexePharos

TERRORISME RACISME
TRAFFIC ARMES
STUPEFIANTS
VIOLENCE
PEDO-PORNOGRAPHIE
ESCROQUERIE

Je signale

~~Partager~~ Je ne partage pas

~~Retweet~~ Je ne retweete pas

~~Mentionner~~ Je ne mentionne pas

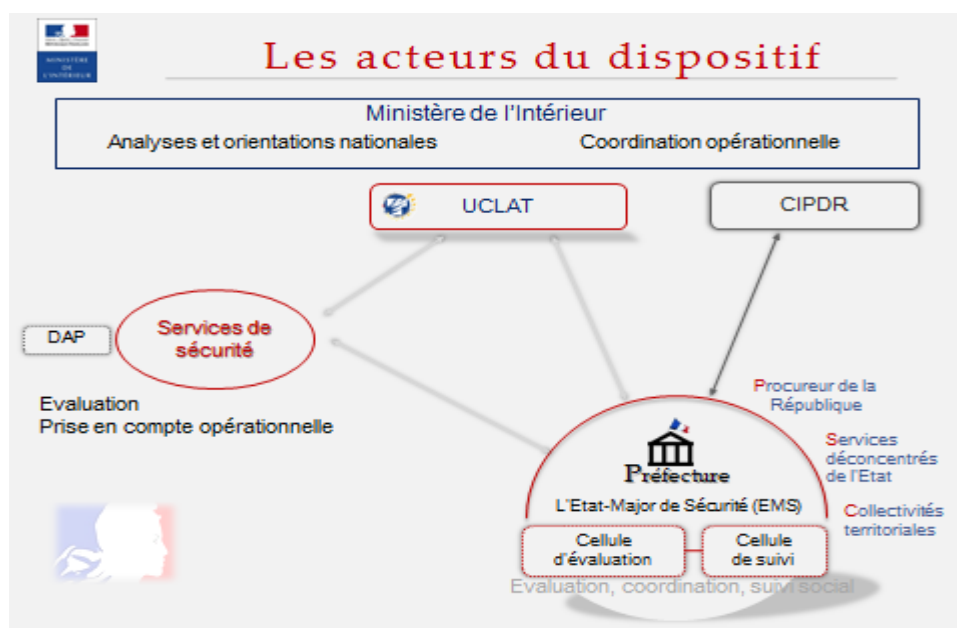
~~Liker~~ Je ne like pas

Je signale sur Pharos :
internet-signalement.gouv.fr

POLICE NATIONALE

OPNationale | Police Nationale

LES ACTEURS DU DISPOSITIF



Centre National d'Assistance et de Prévention de la Radicalisation

CNAPR

N° Vert 0 800 005 696
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Du lundi au vendredi
de 09 h 00 à 18 h 00
H24
Formulaire Internet
Courriel

- **Ecoute et suivi social aux familles et aux proches**
- **Identification des situations de menace**

5.690 signalements
Depuis le 29 avril 2014

Le CNAPR est composé de 12 actifs et réservistes de la Police nationale (de par leur expérience professionnelle et de vie) :

- Outil de conseil et d'assistance prioritairement destiné aux familles
- Premier filtre des appels : en moyenne, 1 appel /10 seulement est validé comme signalement (pas de dénonciation)
- Outil de détection de radicalisés vivant en France, partant ou non vers une zone de jihad/ combat
- Instance de validation de l'ensemble des signalements nationaux et locaux

Ecoute et suivi social aux familles et aux proches : les familles en désarroi ont du mal à expliquer la situation à laquelle ils sont confrontées. Elles peuvent, en cas d'appels réitérés, demander à communiquer avec le même écoutant.

La **dissimulation** que les personnes peuvent mettre en œuvre dans leur processus de radicalisation rend encore plus complexe le repérage :

- ✓ Souvent les jeunes peuvent dire à leurs parents qu'ils ont « *trouvé leur voie* »...Souvent des parents déplorent « *ne rien avoir vu venir* »...Parfois, des aînés peuvent entraîner leurs puînés..., contractent un crédit pour financer leur départ.
« *Une personne qui a adopté un mode de vie de dissimulation est toujours entraînée vers ce mode* ».
- ✓ Les nombreux exemples démontrent que ce ne sont pas que des personnes fragiles, jeunes en rupture, intégrés, « dans l'inclusion ».
- ✓ Certaines personnes sont très actives dans la communauté musulmane sur le plan du prosélytisme pour recruter et convertir. Internet n'est qu'un réservoir d'informations. Ce qui fera franchir le pas, c'est la rencontre avec une personne qui va vous manipuler.
« *Un homme radicalisé ne peut vivre qu'avec une femme radicalisée elle-même* ».

LE SIGNALEMENT ET SON CIRCUIT

« Personne n'est à l'abri mais tout le monde peut agir »
dans le cadre professionnel et personnel

On parle de familles plongées dans le désarroi, souvent par ignorance. Le rôle du numéro vert est d'instaurer une relation de confiance pour protéger et non soumettre les personnes signalées à des sanctions.

=> « Il ne s'agit pas de faire de la délation mais de la protection ! »



Trois moyens de signaler :

- **Numéro vert** : 0 800 005 696 : fonctionne du lundi au vendredi de 09 h 00 à 18 h 00 sans interruption et H24 en cas d'attentat
- **Formulaire Internet** : Site du Ministère de l'Intérieur
- **Courriels** : Site StopDjihadisme

Il est préconisé d'appeler directement le numéro vert puisque tous les signalements remontent à l'UCLAT). L'anonymat est toujours préservé. Le signalement peut être fait directement en préfecture, en commissariat, en gendarmerie, sous-préfecture.

L'UCLAT reçoit une information et la transmet aux services de sécurité et à la Préfecture du département du numéro de la personne qui a appelé si elle a accepté de faire un signalement (transmis également à la Préfecture de la personne signalée si elle ne réside pas sur le même département).

Premier temps : Cellule d'évaluation RESTREINTE :

Rôle central des états-majors de sécurité des préfectures départementales : avec les responsables départementaux des services de renseignement, de sécurité (police judiciaire et police aux frontières), de l'administration pénitentiaire.

2e niveau de signalement et traitement et suivi de l'ensemble des signalements nationaux et locaux :

- recense les dossiers faisant suite à un signalement mais qui n'ont pas fait l'objet d'un traitement par les services spécialisés (judiciarisation liée à une infraction pénale pour faits de terrorisme)

- apprécie la pertinence d'une prise en charge psycho-sociale
- prend en compte la menace que peut représenter le signalé avec possibilité d'attribution à un service local pour enquête

Deuxième temps : Cellule de suivi ELARGIE :

Composée de psychologues, acteurs économiques, issus des milieux scolaires, associatifs, sociaux, Pôle emploi, CAF, CPAM, etc...

- évoquent les cas nécessitant un suivi psycho-social
- lieu privilégié d'échange d'informations

NOTRE ROLE EN MATIERE DE PREVENTION DE LA RADICALISATION VIOLENTE

- Mobiliser tous les acteurs publics et partenaires
- Faire converger les signalements
- Rappeler les règles de droits (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, Principes Fondamentaux Reconnus par les Lois de la République, Cour Européenne des Droits de l'Homme, Cour de Justice Union Européenne)
- Sur le plan opérationnel :
 - Repérer les situations à risque
 - Maitriser les modalités de leur signalement aux pouvoirs publics
 - Connaître les conditions de prise en charge dans le fonctionnement de l'institution

Recommandations :

- Gardez le contact !
- Informez-vous sur l'islam : Que sais-je ? « L'islam ».
- Sondez régulièrement sur les 5 piliers, l'aumône, Médine,...
 - Si analyse personnelle affirmée dans les réponses, il y a un vrai intérêt
 - Si récitation, peut-être s'agit-il d'une manipulation d'un recruteur ?...

Pour s'informer



STOP-DJIHADISME.gouv.fr
Agir contre la menace terroriste



@stopdihadisme



stopdihadisme



interieur.gouv.fr/SG-CIPDR



@SG_CIPDR



Sg-Cipdr

Pour « rappeler à la loi » dans la gestion du fait religieux



www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite

**La laïcité n'est pas la religion de la République
mais le principe qui les autorise toutes
sous réserve du respect de l'ordre public et de la liberté de chacun**

B. LE PROCESSUS DE RADICALISATION

Intervention de Mr Benjamin ERBIBOU- Association « Entr'Autres »

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION « ENTR'AUTRES » :

L'association travaille depuis 15 ans dans l'accompagnement des jeunes, des familles dans le champ de l'échec scolaire et la réinsertion professionnelle, le problème de la radicalisation est venu interpeller les professionnels de l'association :

- constitution d'un conseil scientifique pour tenter de comprendre ce phénomène
- mise en place d'actions à Nice : formateurs officiels pour le CIPDR et assistance des cellules de suivi dans plusieurs départements et suivi de personnes radicalisées

Mr Benjamin ERBIBOU : diplômé de sciences politiques, mène un travail de recherche sur la question de la radicalisation, politique et idéologique qui nécessite de porter un regard critique tout en restant humble.

La radicalisation violente et non violente relève d'une idéologie. Gilles Keppel considère qu'on ne dispose pas d'une idéologie pour la contrer : il va falloir la trouver pour éviter d'être débordé.

Mr Le Préfet a précisé que le terrorisme est le fruit de la radicalisation : toutes les personnes radicalisées ne passent pas à l'acte, n'ont pas les dispositions psychiques et idéologiques pour le faire mais posent un problème de cohésion sociale, de communautarisme.

DES PROCESSUS DE RADICALISATION

Radicalisation : (terme inadéquat qui favorise des confusions) avec deux significations :

- **Sens étymologique** : aller à la racine, aller à l'extrême : un individu qui pratique une religion intensément, à l'extrême n'est pas un problème en soi car s'il appartient à un courant religieux modéré, pacifiste, il peut pratiquer aussi intensément qu'il le souhaite. Le problème survient s'il y a une autre radicalité.
- Le sens de l'école de Chicago évoque une **extrémisation sociale et/ou politique** : mouvances révolutionnaires, donc politique : bouleverser la société à la racine, en profondeur avec une forme de cohérence dans ce mode de pensée :

« Militant d'un islam politique et de surcroît très croyant, je ne comprends pas pourquoi les hommes ont l'arrogance de penser qu'ils peuvent voter des lois, jouer le jeu de la démocratie et prendre des décisions meilleures que les lois divines qui nous ont été transmises ».

« Je crois en Dieu, en sa perfection, en la perfection de son message transmis dont nous, les hommes n'avons pas légitimité à voter des lois. Donc, je fais la révolution et je veux mettre à terre les sociétés démocratiques pour instaurer une société théocratique ».

QUID DE LA PREVENTION DE LA RADICALISATION ?

Si l'on se réfère aux frères musulmans, ils veulent mener leur projet par la politique et non la violence. L'adhésion à cette confrérie est idéologique.

Les terroristes ne se cachent pas de leur projet. Le combat doit porter contre tous ceux qui préparent le terrain, le terrorisme étant le fruit (militants associatifs, anti racistes, sous couvert de nobles investissements participent à faire gagner du terrain à cette idéologie).

Comment faire en sorte que nos jeunes ne soient pas embrigadés dans cette menace ?

- Avec un travail de prévention, ces jeunes et leurs familles doivent être perçus comme instrumentalisés, pas victimes.
- Avec une intransigeance intellectuelle nécessaire, à hauteur de l'empathie
- Avec une habilité à proposer une écoute attentive et un accompagnement social qui visent à la protection de ces jeunes
- Envisager cette thématique comme un virus : en aidant les personnes dont les défenses immunitaires ne leur permettent pas de lutter contre ce virus.

« Non, tout le monde n'est pas concerné par la radicalisation ! » Certaines personnes disposent d'un système immunitaire idéologique suffisant qui ne permet pas l'adhésion à ces discours.

Mr le Préfet a dit qu'il fallait mettre en place un suivi psychologique et de l'accompagnement social pour ramener ces jeunes à la raison. Cette idéologie est la mise à mort de la raison, de la rationalité, de quelques siècles d'avancée philosophiques qu'on appelle la modernité philosophique (notion d'individu, rationalité, esprit critique, libre arbitre).

« Je doute, donc je pense, donc je suis » disait Descartes. Lorsqu'un être humain passe au moulinet de l'esprit critique toutes les informations, il devient un individu.

CERTAINES RADICALITES N'ONT PAS D'INCIDENCE

- **Culturelle** : relève de la pratique sans grand sens religieux, appartenance à une communauté qui psychiquement conforte et donne des bases solides
- **Religieuse** : plus d'érudition, ne pose pas de problème en soi. Certaines peuvent construire des ponts avec des radicalités politiques et posent problème.

LE POLITICO RELIGIEUX POSE PROBLEME

Le salafisme revêt trois formes :

- *quiétiste* : pont inquiétant vers la radicalité politico religieuse (se posant comme objectif de transformer la société) pas forcément violent, la violence étant une modalité d'action.
- *takfiriste* : excommunication avec une logique séparatiste et une hiérarchie entre communautés. C'est dieu qui décidera lors du Jugement dernier
« *Je décrète que tu es sorti de l'islam, tu es un mécréant* ».
- *takfiro-djihadiste* :
« *C'est moi qui sert Dieu et qui mets fin aux jours des mécréants* ».

La prévention se situe au niveau du repérage des ponts entre ces radicalités. La radicalité culturelle peut mener à la radicalité politico-religieuse si ce qui fait que je pratique la religion est une petite défaillance psychologique, identitaire, qui lui donne la nécessité de s'adosser à un cadre de pensée très rigide, qui vient répondre à tout avec une fonction thérapeutique.

Exemple : une jeune fille rejetée par son père qui l'a insulté, l'a fait sentir sale, a rencontré une idéologie qui lui a rapporté la pureté recherchée et peut la conduire vers une pratique culturelle issue d'un islam rigoriste. Cet exemple nous enseigne les marqueurs de rupture avec la société (vestimentaire, discours idéologiques, victimistes, communautaristes, identitaristes) : forme de radicalité identitaire de rupture, avec l'identité française.

Ces discours sont des signaux faibles que nous pouvons tous tenir. Des intellectuels de renom cités dans la bibliographie peuvent être amenés à témoigner dans des procès en faveur de ces islamistes. Ils les rejoignent dans des discours sur les échecs de la France vis-à-vis de certains jeunes ; considérant que la société est mauvaise, excluante, islamophobe (terme utilisé pour dénoncer le racisme contre des musulmans : peur de l'islam en lien avec la peur de l'étranger xénophobie, rejet de l'islam).

En France, tous les dogmes peuvent et doivent être critiqués (héritage des Lumières). Ce terme met sur le même plan la critique d'une religion non condamnable et le rejet de personnes condamnables pour réintroduire le blasphème : on ne peut pas toucher à la religion => piège tendu par les islamistes dont il faut se sortir.

Discours anticolonialistes, antiimpérialistes, racistes en sus : plus aucune possibilité d'adhésion à la société française pour ces jeunes : destruction du système immunitaire idéologique.

Homothétie entre les radicalités : ponts entre elle selon une certaine intensité.

Pas de radicalité éclair- express : le phénomène de radicalisation ne commence pas au moment du passage à l'acte ou la fin de la consommation d'alcool, Chaque situation est spécifique avec une ou plusieurs formes de radicalité plus ou moins intenses.

D'où l'importance du travail de la prévention :

- par un travail d'inclusion, l'adhésion de ces jeunes aux valeurs républicaines.
- Par l'écoute attentive, l'intérêt porté, la sincérité de la démarche, l'amour (transfert positif en psychanalyste) que vous allez lui porter et qui va lui permettre de revoir ses positions de rupture.

COMPRENDRE LES MOTIVATIONS

- **Humanitaires :** pas de radicalisation politico religieuse (non musulmans, non convertis)
- **Matrimoniales :** jeunes filles en recherche de l'homme idéal avec les 4 S : sérieux, stable, sincère et sécurisant, pas sexy. Profil d'embrigadement relationnel avec des fragilités psycho affectives. La diffusion de discours par le mari peut faire adhérer la jeune fille à l'idéologie.

Le rôle des professionnels est d'aider les parents dans des situations familiales difficiles, dans des milieux où se diffuse parfois une idéologie antirépublicaine. Il s'agit de prendre le relais, pour permettre à ces jeunes de se raccrocher aux valeurs républicaines auxquelles nous sommes tous attachés.

II. DES OUTILS AU SERVICE DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES

A. FORUM PARTICIPATIF

1. LES INDICATEURS DE BASCULEMENT

Intervention de Mr HERRGOTT, Chargé de mission radicalisation et relation avec l'Islam - Cabinet du Préfet du département du Bas-Rhin

PRESENTATION DE LA SITUATION DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

Département à fort taux de signalements (près de 1000 à ce jour, 480 inscrits au fichier national : 15 en Syrie, 15 décédés, 8 revenus dont un terroriste du Bataclan, les 7 autres condamnés pour 7 à 10 ans, 10 dossiers à l'instruction du parquet à Paris et environ 80 dossiers qui mobilisent une attention forte des services de police et de l'autorité judiciaire).

Au-delà des signalements qui correspondent à la définition de la radicalisation (processus + adhésion à des idées fanatiques + légitimation de la violence par l'apologie ou le passage à l'acte), d'autres signalements sont pris en charge : repli communautaire, identitaire avec des phénomènes de complexité entre les différentes catégories.

De nouveaux éléments depuis octobre 2016 : les entrées nouvelles ont marqué un pallier fin de l'été 2016 mais l'état de la menace reste toujours aussi élevé en raison de trois profils :

- Délinquants fortement fanatisés, capables d'agir en groupe
- Profils psycho pathologiques avec une capacité de passer à l'acte
- Personnes susceptibles de rentrer de Syrie

Le dispositif du département est articulé autour :

- d'une cellule de détection (ambiance policière, judiciaire et préfectorale)
- d'une cellule d'accompagnement avec le parquet des mineurs, la préfecture et les grandes structures du département
- d'une cellule de prévention mobilisant tous les acteurs territoriaux (élus des Collectivités Territoriales) à partir des contrats de ville, CLSPD et les équipes de prévention spécialisée sur les territoires ruraux.

L'éducation nationale est impliquée avec une remontée des signaux faibles dès 2014.

Le dispositif mobilise de nouvelles connaissances (forte implication de l'université département de recherche, faculté de théologie, ESTES, ... dans les logiques de formation).

Il travaille avec les acteurs locaux (MDA de Strasbourg, association SOS aide aux habitants et Viaduc 67). Cette pluralité d'acteurs est nécessaire en l'absence de référentiel en matière de prise en charge de la radicalisation pour instaurer le dialogue entre ces opérateurs et le dispositif.

Double mission des opérateurs dans la prise en charge des situations individuelles (jeunes radicalisés ou en voie et leurs familles) et dans la formation des structures de droit commun.

Accompagnement de 65 garçons et 58 jeunes filles (principalement des mineurs car logique du volontariat pour les majeurs donc accompagnement moindre).

Un jeune a été confié au centre de Beaumont : utilité incontestable pour des jeunes sous mains de justice ou non pour les dépayser, les couper de leur réseau. Le travail mené était de bonne qualité avec la réserve de l'absence de référentiel en la matière.

Observations de la cellule d'accompagnement :

- le parquet des mineurs est l'autorité principale : premier aiguillage pour des mineurs en danger avec un suivi assuré par la protection judiciaire de la jeunesse avec des mesures de droit commun, pouvant faire appel au dispositif mis en place avec la MDA et les associations.
- Au contraire, si cette notion de mise en danger n'est pas présente, le dispositif de la cellule est directement actionné.
- Mixage des dispositifs avec des temporalités, des cadres procéduraux judiciaires, administratifs, sociaux en utilisant les outils pertinents pour un accompagnement optimal.

Ex : Prise en charge judiciaire pour prendre des mesures (IST) avec une évaluation psychologique à l'un des dispositifs en une semaine,...

LES INDICATEURS DE BASCULEMENT

Ces indicateurs s'emploient dans l'appréciation d'une situation, sans acte judiciaire posé (susceptible d'une qualification ou d'une saisine judiciaire au pénal) **donc dans le domaine du prédictif**.

Points de vigilance :

Il faut être vigilant dans l'usage de ces indicateurs avec l'hypothèse que des critères rationnels, par leur choix, leur hiérarchisation seraient de nature à déterminer rationnellement une situation. Leur usage exige un bon nombre de précautions avec un rappel sur l'histoire des sciences avec les notions de déterminisme et d'indéterminisme :

- Laplace, mathématicien, physicien philosophe 18-19° siècles : « *L'univers tel qu'il résulte face à nous résulte de son état antérieur et son état actuel prédit de son évolution* »
- Claude Bernard -1865 « *Les causes déterminent les effets : Les conditions de tout phénomène sont déterminées de façon absolue et la négation de cette proposition sereine est la négation de la science. Le progrès, la scientificité sont alors fondamentaux dans le domaine des sciences dures* ».

Attention au travers induits par ces tableaux, critères rationnels et rigoureusement ordonnancés. Dans les sciences humaines « molles », il reste une notion d'indéterminisme : les critères présents dans un dossier ne permettent pas à eux-seuls à déterminer automatiquement les effets, le résultat. Pour exemple, le questionnaire élaboré en maternelle de façon prédictive pour déterminer les enfants qui deviendraient futurs délinquants a finalement été abandonné....D'où une position réservée pour parler de ces indicateurs.

Intérêts du tableau d'indicateurs :

Cet outil comporte un intérêt réel à la condition d'un jugement toujours relatif à leur égard, dans l'aide à l'analyse et au croisement de regards. Il s'agit d'un travail collectif qui permet de nommer les choses avec le même langage : élément de compréhension mutuelle.

Le tableau des indicateurs, élaboré en 2015, distingue les signaux forts et les signaux faibles.

Un exemple de signaux faibles de l'EN :

- chute des résultats scolaires : aucune indication en soi
- A quitté toute pratique sportive
- Ne va plus à la mosquée

Si l'on croise les regards à partir d'un environnement donné, ces trois signaux vont faire INDICE-INTERROGATION, à explorer davantage dans l'environnement du jeune pour rechercher d'autres éléments qui confirmeront ou non l'inquiétude initiale.

Dans le Bas-Rhin, ces tableaux ne sont pas mis à la disposition directe des acteurs éducatifs de terrain mais utilisés par les directeurs de structures, les trois opérateurs et dans les formations.

Il convient d'être vigilant dans leur diffusion entre « sachants » mais de pires caricatures peuvent émerger dans le grand public.

Autre élément pertinent dans ces indicateurs : Le CIPDR a travaillé par rapport à la notion de radicalisation. Or dans la plupart des départements, les signalements sont majoritaires en lien avec des replis communautaires ou identitaires et appellent sans doute une évolution de

la définition de ces critères à inscrire dans la durée de la problématique ; à concilier avec l'urgence sécuritaire et dans le cadre de l'accompagnement et de la prévention pour mieux répondre à ces phénomènes insuffisamment pris en charge aujourd'hui et pour certains susceptibles d'évoluer, de faire « sas, bouillon de culture » vers des logiques plus radicales.

Les études de cas pratique révèlent la difficulté de repérer les éléments de certains signalement souvent peu objectivés, avec déjà un jugement de l'observateur. Les collectivités territoriales et l'Education Nationale se forment au repérage de situation qui méritent intérêt et sont conviées à travailler selon un protocole rigoureux pour permettre l'exploitation des signalements (30% sont déboutés).

Information nouvelle : le CIPDR travaille actuellement sur un tableau de sortie de radicalisation sous le même modèle avec des entrées telles que la volonté de changement, des évolutions des ruptures, des évolutions psychologiques, du rapport à l'idéologie, du rapport à la violence, des indications sur la socialisation et les nouvelles aspirations personnelles, la capacité à se projeter ou non dans l'avenir, la réflexivité et le retour sur les trajectoires (élément toujours rencontré en matière de radicalisation, avec un grand besoin de revenir sur leur expérience d'un point de vue réflexif).

Référence : Livre de Mourad BENCHELLALI (relate son djihad en Afghanistan durant 10 ans et son parcours réflexif dans lequel il explique sa responsabilité dans ses choix) ; ouvrage pertinent dans des assemblées de jeunes.

Règle donnée : Beaucoup de relativisme dans l'usage de ces critères, utilisés pour un langage commun dans le regard croisés portés sur les situations. Il s'agit d'une appréciation contrastée dans la prise en charge de la radicalisation en l'absence d'un référentiel, le travail réalité par le CIPDR constitue un outil intéressant à condition d'en maîtriser les limites.

2. LES ETUDES DE CAS

INTERVENTION DE MR CLEMENT JEAN-FRANÇOIS

Anthropologue, membre de l'Association Citoyenneté Active Lorraine

On peut prendre l'exemple d'Émilie König, une Lorientaise sans père présent qui souffrait de solitude et cherchait des sensations fortes avant de devenir en Syrie Samra Ummu Tawwab. Elle se construira en changeant de peau, après une mue que l'on pourrait croire analogue à celle que pratiquent les serpents. En changeant d'identité ou de peau, elle pratique une mue qui montre que le goût de vie est plus fort que la volonté de suicide qui aurait été une autre solution.



Cette femme est née le 9 décembre 1984 à Ploemeur (Morbihan)

Elle est la dernière d'une famille de quatre enfants. Elle est abandonnée par son père à l'âge de deux ans. Émilie König dit avoir été abusée par le compagnon de sa mère pendant son adolescence. Sinon elle a, dit-elle, une enfance «bourgeoise» et une scolarité normale. Elle affirmera plus tard que son père était juif ashkénaze, une information démentie par l'intéressé. "Elle est en Syrie ? Qu'elle y reste", ce sont les mots très durs du père gendarme de la jihadiste française Émilie König à l'égard de sa fille. Ce gendarme à la retraite est âgé de 71 ans en 2017 et vit dans le sud de la France. Contrairement à la mère d'Émilie König qui conserve des liens avec sa fille et élève même ses deux premiers fils lorsqu'ils seront abandonnés par leur mère, lui n'a connu son enfant qu'à l'adolescence, mais ce retour au père, considéré comme l'auteur de la famille décapitée et comme celui qui a rendu donc possible l'inceste, ne durera pas. On est donc face au cas d'une fille qui souffre de l'absence du père.

A l'âge de 15 ans, Émilie König abandonne un cursus de sport-études en gymnastique acrobatique. Elle obtient un CAP de vendeuse en alternance. Décrite comme fragile psychologiquement, elle tombe dans la drogue et deux ans plus tard, à 17 ans, elle se convertit à l'Islam au contact de son premier mari, algérien d'origine, un « musulman à la carte » dit-elle, emprisonné pour trafic de drogue. La jeune femme a donc un rapport indirect avec la délinquance par sa relation avec un dealer. Elle apprend l'arabe, se fait appeler Samra, se voile entièrement et, au contact du groupe islamiste nantais Forsane Alizza, elle commence sa radicalisation. Mais ce groupe sera dissous en mars 2012.

Elle est repérée près de la mosquée de Lorient, où elle tentait de distribuer des tracts appelant au jihad. "Depuis l'enfance, quand j'entrais dans une église, j'avais envie de prier. Je suis devenue musulmane, car j'ai toujours côtoyé des musulmans", dit Émilie König.

La jeune femme, qui habite alors Lorient, est embauchée en tant que barmaid dans une boîte de nuit à l'âge de 18 ans, alors qu'elle est toute jeune mariée. Elle dit "regretter" cette période de sa vie et vouloir se "repentir", d'où le nom de Tawwâb qu'elle adoptera plus tard qui fait référence à la repentance. On ne sait pas très bien ce qui s'est passé durant cette période. Toujours est-il qu'Émilie König a un premier enfant, puis un deuxième, de son mari dealer. Il s'agit d'un homme violent et dont elle jugera, par la suite, la pratique religieuse

comme très insuffisante. Elle ne se met à porter le voile intégral qu'après la loi l'interdisant, en octobre 2010, "comme pour attirer l'attention"... Car il y a là un paradoxe puisqu'elle se cache pour se faire voir et attirer l'attention sur elle dans un projet à la fois de disparition de son image et de narcissisme, ce que permet le voile intégral que l'on dire « musulman ». Elle veut disparaître du regard des autres, ne plus pouvoir être reconnue alors que la transgression de la loi attire les regards sur elle. Elle souhaite ainsi refuser aux hommes la jouissance de pouvoir la regarder.

À cette époque de sa vie, "elle cherchait un homme" différent de son époux jugé alors non pas insuffisamment musulman, puisque cette accusation sera ultérieure, mais simplement violent. Pour fuir son mari et "offrir un meilleur cadre de vie à ses deux enfants", Émilie König déménage alors et part à Boulogne, en banlieue parisienne. Sur les réseaux sociaux salafistes, la Bretonne cherche l'amour. Elle est déçue par plusieurs hommes, dont l'un qu'elle avait choisi en raison de leur admiration commune pour Ben Laden. Pourtant, ce correspondant, rencontré d'abord sur les réseaux sociaux, la poussera à lui envoyer une photo d'elle nue, ce qu'elle fera, mais l'homme postera aussitôt cette photo sur internet. Après la déception concernant le père géniteur puis le père adoptif, d'autres déceptions apparaissent donc...

Cette solitude s'accompagne d'accès de violence. "Quand je croise des militaires dans la rue, ma seule pensée est de prendre leurs armes pour m'en servir", déclare-t-elle. Elle apprend aussi à "ruser", comme lorsqu'elle porte un masque chirurgical plutôt qu'un niqab pour entrer au Palais de Justice de Lorient, en avril 2012 où elle avait été convoquée pour port de niqab, un nouveau délit en droit français. Elle provoque, dans l'enceinte du tribunal, une altercation avec un vigile qui voulait qu'elle enlève ce masque médical. Elle filme alors la scène et la poste rapidement sur YouTube, dénonçant une discrimination qui est lue comme « une islamophobie ». Après la dissolution de Forsane Alizza en 2012 par le ministère de l'Intérieur, elle ouvre plusieurs pages Facebook et appelle à la guerre sainte. L'islam radical joue alors le rôle de système de défense puisque sa souffrance personnelle n'a jamais été décelée et qu'elle ne peut pas en parler.

À la suite de ces agissements et du désir d'aider des militants partis en Syrie, le ministère de l'Économie et des Finances prend un arrêté à l'été 2012, interdisant "tout mouvement ou transfert de fonds" au bénéfice de la jeune femme.

Deux mois plus tard, Émilie König quittait la France pour la Turquie, d'où elle rejoignait la Syrie et les rangs de Daech, laissant ses deux fils derrière elle. Pourtant, elle enverra l'année suivante un message : « *Je vous aime. (...) Je ne vous abandonne pas. (...) N'oubliez pas que vous êtes musulmans.* »



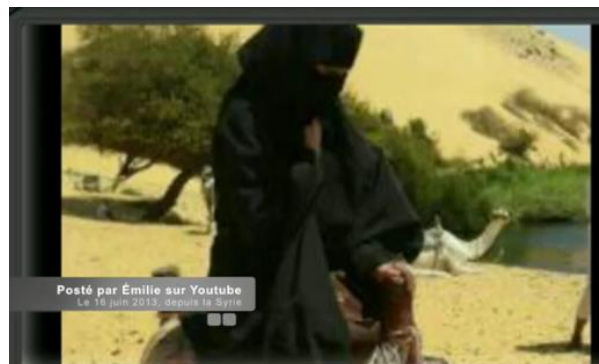
Elle retrouve son mari, l'ancien dealer, devenu Abou Mohamed, qui avait rejoint le groupe qui allait peu après devenir le groupe Etat islamique avant d'être rapidement tué. En septembre 2015, en raison de son apparition dans des films de propagande, elle est placée sur la liste noire des "combattants terroristes étrangers" des États-Unis. Elle ne prend pas part aux combats, dans un mouvement où les femmes ne sont pas considérées comme des combattantes potentielles et le plus souvent confinées à des rôles de soutien, Émilie König apparaît souvent dans des vidéos de propagande. Elle aide à la radicalisation des jeunes de Lunel alors que son nouveau mari est de Nîmes.



La propagande de Forsane Alizza avec le visage voilé d'Émilie König



Émilie König
s'entraînant au
tir en Syrie



Émilie König, est présente sur le sol syrien depuis mai 2013. Elle commence par vivre à Azaz dans une maison de femmes. Puis elle adoptera le pseudonyme d'Ummu Tawwâb, "la mère du repentir", ce dernier terme signifie « Celui qui accepte ceux qui reviennent à Lui ».

Elle se marie en octobre 2013 avec un jihadiste français, un Nîmois originaire du quartier du Mas de Mingue, Axel, converti sous le pseudonyme d'Abû Muh'ammad Muhajir. Elle l'avait d'abord « rencontré » sur Internet. Il est mort, avec 9 autres combattants, en janvier 2015 à Hassaka lors d'une offensive kurde. Elle en eut un autre fils qui est né en mars 2014. La jeune femme est donc devenue veuve avec un enfant qui ne connaîtra pas son père biologique, ce qui fut sa propre situation qu'elle répète une génération plus tard.

Elle vivrait désormais avec son nouvel enfant dans un lieu indéterminé après avoir fui Azaz le 28 février 2014 alors que la ville est occupée par les Turcs et que la frontière turque est ainsi fermée. Là où elle se trouve désormais, peut-être dans un des camps de l'État islamique à proximité d'Azaz, il est possible qu'elle ait dû se remarier avec un nouveau combattant, lui aussi destiné à la mort et cela, à très court terme.

Elle serait toujours voilée comme si les personnes présentes en Syrie pouvaient toujours voir sa peau de jadis en liaison avec l'inceste, la drogue, la sexualité débridée ou la violence familiale. **Ce sont là les événements fondateurs qui l'ont définitivement fragilisée puisqu'elle n'a pu en parler à temps.** L'autre masque de la jeune femme est l'islam radical, celui qui s'ajoute à cette seconde peau, au désir de ne plus être vue.

Son activité sur les réseaux a été intense jusqu'à l'été 2014 lorsque la page à son nom a été fermée. Cette page était destinée à recruter des combattants, non à diffuser une réelle propagande antioccidentale ou à garder le contact avec sa famille, sinon par un message unique destiné à ses deux fils abandonnés. Puis, dans un autre site, elle cherche à obtenir des vêtements et des fonds pour venir en aide à des familles de radicalisés francophones établies à Azaz. Pour cela, elle crée une page Facebook, fermée au printemps 2014, dédiée à cette activité humanitaire. Mais ses comptes sont aussitôt gelés. Or c'était là, dira-t-elle, « un projet qui me tenait à cœur ».

Avec Emilie König nous sommes donc face à une femme radicalisée qui, en réalité, n'a jamais choisi de l'être. La difficulté qui est à l'origine de cette évolution est en totalité franco-française, même si l'évolution de la personnalité n'a été possible que par les hasards de la rencontre avec des militants de Forsane Alizza.

La radicalisation est, dans ce cas, la conséquence d'une fuite face à un drame personnel qui s'annonce sans le plaisir désespéré qui anime le héros tragique.

INTERVENTION DE MR CROLOTTE DENYS

Référent Laïcité Citoyenneté, Protection Judiciaire de la Jeunesse – Direction Territoriale Lorraine Sud

Présentation de la situation d'un jeune homme, né en mars 2000. Il s'est radicalisé à partir de l'âge de 14 ans et a participé au recrutement par internet de combattants pour un groupe armé islamiste opérant en Syrie dirigé par Omar OMSSEN.

L'itinéraire de ce garçon, actuellement âgé de 17 ans, pris en charge par les services de la PJJ, mérite d'être connu car il est significatif d'une forme d'entrée dans la radicalisation. Il éclaire également tous les intervenants sociaux sur la fonction de la radicalisation dans un parcours adolescent. Il met aussi un coup de projecteur sur la manière dont, avec modestie et détermination, le travail pluridisciplinaire, dans lequel s'intègre le ministère de l'intérieur, parvient à l'éloigner de cette radicalisation.

Tout d'abord : Qui est-il ?

Ce jeune homme est l'enfant unique d'un couple uni, issu de la 3ème génération d'immigration. Il est originaire d'une famille intégrée socialement qui vit à l'occidentale où la religion est mise de côté du côté de ses parents. Les parents sont très peu disponibles

pour leur enfant car ils ont de grandes amplitudes horaires dans leurs activités professionnelles.

Les premières mesures éducatives de la PJJ s'exercent à partir de son 13^e anniversaire (Mesure Judiciaire et d'Investigation Educative au civil et réparation pénale, fondées sur le mal être du garçon et des soucis à l'école, déscolarisation, violence, dégradations).

Le décès du grand-père paternel très pratiquant et très présent dans sa vie dès l'enfance a fragilisé la cohésion familiale. Le jeune homme y était très attaché et ce grand-père était un repère pour lui tant sur le plan affectif que sur celui des origines.

Le processus de radicalisation

Déscolarisé, seul chez lui, il a beaucoup surfé sur le net de 2014 à 2016. C'est ainsi qu'il est approché par Omar OMSEN, un ancien délinquant originaire de Nice, devenu islamiste radical violent après sa conversion en prison, très actif sur les réseaux sociaux, en particulier avec son site 19HH. Très vite, il s'est senti valorisé par Omar OMSEN qui lui apprend sa version de la religion, des éléments géopolitiques du Moyen Orient et qui l'utilise comme recruteur pour son groupe armé djihadiste en Syrie. A cette période, le garçon fait de nombreuses fugues à Paris, il y est même retrouvé le 13 novembre 2015 (date des attentats au Bataclan).

Il se faisait appeler « Abou Chaïd » sur les réseaux sociaux, il est passé en caméra cachée dans une émission de Canal + (Les soldats d'Allah), et il a comme surnom sur est surnommé dans son quartier « le terroro ».

Les réponses éducatives et institutionnelles

C'est en novembre 2015 que son père, très inquiet, le signale au N° Vert et à la préfecture, entraînant une perquisition du domicile familial à 6h du matin au lendemain des attentats du Bataclan. Le père gardera une immense culpabilité concernant le signalement qui a déclenché l'intervention « musclée » des forces de l'ordre dès l'aube en novembre 2015. Cela reste un fait traumatisant pour tous et induira durablement une relation paranoïaque aux institutions qu'elles soient issues du ministère de l'intérieur ou du ministère de la justice.

Une première assignation à résidence chez les parents est prononcée en 2016. Suite de son échec, le jeune homme sera incarcéré 3 mois. A sa sortie, il est placé en Centre Educatif Fermé (CEF) jusque fin février 2017. A son arrivée au CEF, il traite tout le monde de mécréants (insulte encore inédite dans ce lieu). Puis à l'issue d'un recadrage éducatif, il vit une aventure humaine positive avec la création de liens structurants et sécurisants avec l'équipe éducative. Un travail sur la parentalité s'est amorcé également au CEF.

Actuellement, il a été condamné à une peine de prison assorti d'un Sursis avec Mise à l'Epreuve (SME) de 18 mois par le Tribunal Pour Enfants de Metz et il est de nouveau assigné

à résidence malgré son placement dans un établissement éducatif de la PJJ de Bar le Duc la semaine, et sur le lieu de résidence de ses parents les WE.

Il est parallèlement suivi par le cabinet BOUZAR depuis plus d'un an et demi. Tous les mois, des rencontres sont organisées par Laura BOUZAR, la fille de Dounia BOUZAR, soit sous forme d'entretiens individuels, soit sous forme de travail collectif avec des jeunes ayant connus une situation similaire.

Les six mois passés au CEF semblent l'avoir fait évoluer sur le plan des rencontres interpersonnelles et cette évolution s'est confirmée à l'EPE de Bar Le Duc où il entretient des relations de confiance avec toute l'équipe éducative.

Mais l'enjeu est de voir comment il va, sur le long terme, intégrer la nécessité d'évoluer sur le plan idéologique, familial et professionnel. Peut-il quitter définitivement cette identité qu'il s'est fabriquée? Il dit lui-même que par moments il a peur de ne pas savoir dire non à une reprise de contact avec des anciens « amis » membres du réseau d'Omar OMSEN.

Perspectives d'évolution

Ce garçon sera majeur en mars 2018. La communication avec ses parents est difficile. Les parents sont dans le déni de sa délinquance et de son inscription dans la radicalisation. Le père est surtout centré sur les revendications vis-à-vis des institutions, en particulier le refus de l'assignation à résidence, et pas sur la situation de son fils. Cette posture ne permet pas à ce jeune homme de se reconstruire, l'enferme dans des postures revendicatives ou dépressives. Les parents sont aimants mais pas structurants.

De son côté, le garçon ne se sent pas reconnu dans son évolution et dans ses efforts d'insertion. Il vit la double contrainte judiciaire et administrative très difficilement. Les réponses négatives de la Préfecture sur l'assouplissement de l'assignation à résidence sont ressenties comme violentes pour lui. Il s'en suit une démobilisation dans les projets éducatifs d'insertion notamment.

Fin août 2017, La Préfecture a supprimé cette assignation à résidence ce qui permet maintenant au jeune homme et à sa famille de circuler librement en France. L'Interdiction de Sortie de Territoire (IST) reste bien sûr en vigueur ainsi que toutes les obligations judiciaires.

La famille va devoir maintenant travailler sur ce qui a provoqué la radicalisation du jeune homme, sa souffrance personnelle, sa quête identitaire et sa quête de sens qui ont comblé un manque de repères. Le jeune homme qui est encore habité par une intense colère à l'égard de la société comme de ses parents, doit trouver des lieux ouverts de transmission culturelle et religieuse. Il pourra ainsi se construire en dehors du fanatisme et d'une vision « complotiste » du monde.

La période qui s'ouvre nécessite une présence éducative plurielle et cohérente pour permettre une véritable insertion professionnelle, sociale et citoyenne.

Le processus de «désembrièvement » est long, complexe et fragile, comme ce jeune homme dont les incertitudes identitaires et les épisodes de vie traumatiques ont à un moment de sa vie, forgé le terreau de sa radicalisation.

3. LA PRESENTATION DE L'ACTION DE L'ASSOCIATION « L'EVEIL MEINAU » A STRASBOURG

Intervention de Mr FAYE Salliou – Imam et éducateur et Mr DJEMAAI Boujema, vice-président – tous deux membres de l'Association « L'EVEIL MEINAU »

« Un engagement au quotidien au plus près de ces jeunes publics en risque de basculement ! »

Mr DJEMAAI Boujema :

Création d'un collectif fin 2013, suite au départ de 4 jeunes en Syrie. 2 frères sont décédés en une semaine ! Une réunion a été provoquée avec les familles et les associations de quartier sous le choc (ces personnes vivaient dans le quartier sans problèmes) d'où cette mobilisation pour réfléchir ensemble à que faire ?

Initiative de création de ce collectif pour le refus de l'endoctrinement !

Objectifs du collectif :

- Soutenir et accompagner les familles touchées
- Chercher à comprendre les causes de cet engagement dangereux, voire dramatique pour les jeunes
- Etablir un contre discours afin de déconstruire ces discours de prédateurs en matière de radicalisation
- Mener des actions de prévention et de protection auprès des jeunes

Actions :

- Contacts avec les familles : discussions, échanges multiples
- Mise en place d'une cellule d'aide et d'accompagnement administratif
- Organisation le 8/2/2014 d'un rassemblement sur le parvis du centre socio-culturel du quartier de la Meinau pour le refus de l'endoctrinement avec le slogan « Ne touchez pas à nos jeunes ! ».

Trois intervenants ont animé le débat, avec un public de 250/300 personnes, dont beaucoup de jeunes :

- **Jean-Louis CLEMENT**, politologue, professeur des sciences politiques à l'institut des sciences politiques de Strasbourg : décryptage de la situation politique et sa complexité en Syrie
- **Bertrand PIERRE**, psychiatre a expliqué ce qui se passe dans la tête d'un jeune lorsqu'il prend la décision d'un tel engagement risqué, la problématique sociale et la transmission entre parents et enfants
- **Salliou FAYE**, imam et éducateur de l'éveil Meinau qui a parlé du sens du djihad dans l'islam qui n'a rien à voir avec les atrocités vues à la télé
- D'autres réunions publiques organisées après des événements dramatiques nationaux

Mr FAYE Salliou:

A l'issue du rassemblement du 08/02/2014, les jeunes m'ont sollicité pour une réunion à huit clos car ils avaient des questions et des idées à défendre (propos violents, argumentés qu'ils ne pouvaient pas tenir en public, avec le risque d'être considérés sur un départ potentiel ce qui n'était pas le cas). Je les a donc écoutés (tendances religieuses, djihad) et deux autres réunions à huit-clos ont eu lieu avec un autre animateur (théorie du complot, « on ne nous aime pas »,....).

J'ai tenté de les attirer vers eux-mêmes :

Théorie du complot, oui ! On ne vous aime pas, oui ! Mais après ?

Si on ne vous aime pas, aimez-vous !

Si on ne fait rien pour vous, essayez de vous en sortir ! Beaucoup l'ont fait et y sont parvenus. Il ne faut jamais baisser les bras !

Le djihad, terme galvaudé, utilisé à tort « effort personnel pour s'investir dans le bien ». Aujourd'hui, le djihad est considéré comme une lutte armée alors que dans la religion c'est une lutte intérieure pour maîtriser ses pulsions de mal. Il ne sera jamais une agression, aucune religion ne prévoit de tuer des innocents.

Prendre la vie d'une personne innocente, c'est prendre la vie de toute l'Humanité.

Ce djihad violent n'apporte aucune solution, au contraire !

Qui va accepter qu'une voiture vienne écraser son père ou sa mère ? Personne !

Toujours en huit-clos, en quelques séances, chacun connaît quelque chose, a vécu des expériences :

Ne pas s'enfermer, laissons la porte ouverte pour écouter, apprendre, comprendre des choses que les autres peuvent nous apporter.

Ainsi, au fil de l'eau, des acteurs sociaux, des professeurs, théologiens musulmans ont été invités à ces réunions pour des débats très intéressants.

D'autres témoignages se sont partagés :

- La réalisatrice, Clarisse FELETIN du film « Engrenages : les jeunes face à l'islam radical » réalisé en 2015 est venue échanger avec les jeunes, préparés au préalable.
- Une personne a témoigné de l'histoire de sa sœur, embrigadée sans pouvoir s'échapper, mariée 7 fois (véritable viol contre cette jeune fille).
- Un recruteur repent

D'autres échanges se sont organisés avec les familles et les jeunes.

Enfin, un travail s'est mené avec Mr Herrgott suite à un signalement d'une mère inquiète pour son enfant, sur le point de partir, avec le billet acheté). La mosquée, la maison des ados, le centre socio culturel ont permis à ce jeune d'abandonner ce projet et est aujourd'hui en voie d'insertion.

Tout ce travail de prévention a produit des résultats :

- Prise de conscience globale et réelle pour ces jeunes, avec un assouplissement de leurs discours
- Baisse de tensions
- Echos positifs des parents et des jeunes dans le renoncement à leur projet de départ
- Projet d'éducation à la citoyenneté mené depuis 13 ans, dont le thème de renforcement de l'esprit critique chez les jeunes de quartiers populaires. Ce projet est devenu national avec d'autres villes qui nous ont rejoints pour mener des recherches interventions.

Conclusion :

- Constat d'un vrai mal être d'un bon nombre de jeunes fragilisés par des conditions de vie difficiles (échec scolaire, professionnel, ...) rendant le terrain propice pour les recruteurs du djihadisme.
- Pour résoudre ce problème, au côté du volet répressif, il faut renforcer le volet social et d'insertion professionnelle.
- Il faut veiller à la transmission :
 - Comment l'autre est présenté et représenté ?

- Quelle présentation, représentations de l'Autre à la maison, dans les lieux de culte (mosquée, église, synagogue,...).
- Quelle éducation livrons-nous ? A la fraternité, à l'Humanité ou à la haine ?

Certaines valeurs que je prêche sont travaillées avec les jeunes dans la prévention à la radicalisation et dans ce projet de citoyenneté ; ce qui s'est traduit par l'écriture d'un poème que je vous invite à poursuivre avec vos mots

Hymne à la citoyenneté, agissons pour la paix !

« Tous libres, sans chaînes
 Tous égaux sans haine
 Trouvons notre fierté dans la fraternité
 Citoyens en amitié, agissons pour la paix
 La logique de l'épée détruit l'équité
 Condamnons la violence ainsi que la vengeance
 Ayons la clairvoyance qui permet la tolérance
 Peuples de toutes cultures protégeons la nature,
 Tous ensemble bien sûr pour un meilleur futur
 Respectons les lois, défendons les droits,
 Assumons les devoirs, c'est le chemin de l'espoir
 Le refus d'ouverture fait l'impasse sur le futur
 Non à la fermeture du dialogue des cultures
 Si l'on prive les humains de justice et de pain,
 On récoltera la haine, la misère et la peine
 La pauvreté est un malheur, la pauvreté est un malheur
 Luttons tous avec cœur
 Nous sommes frères et sœurs
 Partageons pour le bonheur »

B. TABLE RONDE DES MAISONS DES ADOLESCENTS (MDA) :

1. PLATEFORME RESSOURCE REGIONALE VIRAGE

Intervention de Delphine RIDEAU, directrice de la MDA de Strasbourg

PRESENTATION DU RESEAU VIRAGE

VIRAGE : Violence des Idées Ressources Accompagnement Grand Est.

Site internet : <http://www.reseauvirage.eu/>

Numéro d'accès VIRAGE : 03/88/10/07/00

Ce nouveau dispositif est né en janvier 2017, à la demande de l'ARS en appui des premières actions de la MDA, au regard de l'impact de ces questions sur le territoire.

Son déploiement est prévu sur le Grand Est, en réseau avec les MDA par le biais d'une plateforme ressource dédiée aux professionnels, sous le format d'équipes pluridisciplinaires (psychiatres, psychologues, travailleurs sociaux, juristes) pour venir en appui des professionnels en questionnement vis-à-vis des radicalisations. L'enjeu de la plateforme se concentre sur les radicalisations religieuses (pas seulement islamiques), politiques. Le croisement religieux- géopolitique se fait naturellement.

Le réseau a pour missions :

- Mettre en œuvre le dispositif des promeneurs du NET, né en Suède, intégré à VIRAGE : présence éducative dans les rues numériques et lien avec le suivi éducatif physique
- Ecoute, accompagnement, évaluation et orientation de situations individuelles par le biais des professionnels et en partenariat pour intégrer ces problématiques dans des prises en charge de droit commun
- Formations
- Etudes de situations complexes
- Accompagnement de travaux départementaux (protocoles, projets d'interventions sur ces sujets)
- Constituer un observatoire, participer à des travaux de recherche (pratiques aspirantes de prévention et d'accompagnement de ces situations de radicalisation)

LES ACTEURS CONCERNES

Il convient pour les parents de tenir bon, de ne pas les rejeter surtout lorsqu'ils sont mis à l'épreuve face à certains choix de leurs jeunes qui leur échappent.

C'est aussi le rôle des professionnels de la jeunesse et de la famille : une des missions de base d'une MDA de proposer un accueil ouvert aux ados et à leurs parents, donc aussi dans ce champ de la prévention et de l'accompagnement des radicalisations.

Nécessité sur ce sujet d'aller au-delà de pratiques connues et reconnues par tous dans les secteurs médicaux, sociaux, éducatifs. Nos pratiques en réseau, en partenariat nécessitent d'être revisitées pour rejoindre des mouvements militants, des artistes, des lieux de culture, des ministres des cultes, des imams,... Le travail social n'avait pas l'habitude de travailler avec ces acteurs d'autres univers.

LES PUBLICS CIBLES

Mr ERBIBOU expliquait ce matin que certaines personnes peuvent être moins sensibles à ces questions si elles sont « immunisées idéologiquement ». Or, il n'existe pas encore de vaccin... et les critères de basculement sont complexes à déterminer.

Personnes fragiles : mineurs et jeunes majeurs, personnes vulnérables socialement, culturellement, pathologiquement **et tout un chacun selon des chemins de vie.** Des deuils, maladies, évènements traumatiques peuvent créer à un moment (même pour un individu éduqué, érudit) les conditions vers un basculement potentiellement violent.

On cite particulièrement les jeunes dans une période d'adolescence propice à bousculer les liens, la famille, avec ses propres bouleversements psychiques, hormonaux ; période où se rejouent certaines problématiques de la séparation de la petite enfance.

Protéger les jeunes, les personnes vulnérables, les jeunes femmes victimes de violences conjugales. Les jeunes qui basculent radicalement avec des actes violents potentiels à la clé ont souvent vécu des traumatismes non pris en compte, non pris en charge : interrogent tous les maillons de la chaîne de la protection de l'enfance.

COMMENT LES ACCOMPAGNER ?

Dans la construction de leur vie relationnelle, amoureuse, amicale, se différenciant de leurs relations familiales tout en étant fortement imprégnées, nos ados nous amènent à partager les questions qui les traversent :

- Qu'est ce qui est socialement acceptable, moralement validé ?
- Traditionnellement caché ?
- Quelles sont les hypocrisies de notre société, de leurs familles et de leur vie future ?
- Quels sont les modèles valides ?
 - o qui est l'homme idéal ? sérieux, stable, sécurisant ?
 - o quelles sont les femmes idéales ? la sage, la femme au foyer ?

Quelle est notre capacité professionnelle à accompagner ces questions auprès des jeunes et de leurs familles avec en filigrane les grands tabous de nos sociétés ?

Sexe, drogue, et religions : pas l'habitude d'en parler, de travailler dans nos accompagnements en protection de l'enfance, avec un enjeu important pour les parents de maintenir le lien coûte que coûte pour éviter un risque de basculement et les maintenir dans un environnement sécurisant.

Toutes ces questions ne sont pas liées à la religion musulmane. Nos sociétés chrétiennes ont encore du mal à parler de l'IVG, de l'homosexualité... ; prétextes à des actes équivalents.

Tâtonnements entre éducation et protection, entre éducation nationale et parentale :

- apprendre à penser, critiquer, renforcer les compétences psychosociales des jeunes
- éduquer à la lutte contre les discriminations, au harcèlement, à la citoyenneté

Liste de discriminations : opinions politiques, croyances religieuses, origine culturelle, accès aux soins, identité de genre, pratiques sexuelles, sexisme,

Message déployé par VIRAGE :

- Aller vers eux, y compris sur les réseaux sociaux mais pas que.... Accepter de vraies rencontres
- Accepter d'échanger sur leurs sujets avant les nôtres (adultes : parents professionnels)
- Accepter de parler de religion, politique, addictions, sexualité, ...même si ces discours nous étonnent et nous bousculent...
- Lutter contre les discours complotistes de manière créative : les aborder de front les renforcent !
- Ouvrir les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux à d'autres métiers, d'autres acteurs, aux liens entre hiérarchies, services (justice, préfecture : enjeu de transmission d'informations complexes malgré les intérêts de chacun).

2. MAISON DES ADOLESCENTS DE NANCY : UN ATELIER THEATRE ET UNE EMISSION RADIO POUR TRAVAILLER LA TOLERANCE ET LE VIVRE ENSEMBLE

Intervention de Marie Thérèse Bazille, membre de la cellule de prévention de la radicalisation et coordinatrice de la MDA de Nancy

Avant la question des outils, il convient de comprendre comment on peut les créer.

Pour se faire, je vais évoquer la construction de la MDA de Nancy qui participe à la cellule de prévention départementale depuis 2015. Une première difficulté rencontrée pour la MDA et d'autres partenaires (EN, CAF, services de prévention spécialisée,...) était d'apprendre à travailler et partager ensemble, au-delà des réunions de nos synthèses habituelles.

Comment travailler à se faire confiance, à partager et accompagner ces jeunes selon la spécificité de chaque acteur ? Quelle articulation de nos pratiques, des enjeux institutionnels différents ? Quel accompagnement commun, conjoint avec une place pour chacun (bâton et étayage de l'autre) pour avancer et atteindre les objectifs définis ensemble ?

Ce fut un travail long mais abouti à ce jour : les situations exposées suscitent des réflexions posées, avec des objectifs clairs, précis permettant à clarifier les tâches de chacun dans un objectif commun à réaliser garantissant une prise en charge et un accompagnement global

de l'individu sans oublier aucun aspect de la prise en charge entre PJJ, Education Nationale, services médicaux,...

Les accompagnements individuels sont certes intéressants dans cette démarche mais le constat d'un manque d'accompagnement collectif s'est vite révélé : comment mêler, inclure ces jeunes à d'autres groupes avec d'autres jeunes ? pour échanger des idées, accepter la vision de l'autre, porter un regard sur le discours de l'autre, travailler sur le décryptage de l'information.

Ainsi, chaque fois que nécessaire, la prise en charge d'une situation individuelle est couplée d'une proposition d'activité collective et de groupe : radio et atelier théâtre, incluant les familles.

Cette implication au sein de l'une ou l'autre de ces activités favorise en parallèle la confrontation au groupe pour susciter l'échange, l'ouverture, des positions différentes en évitant « l'attaque de front ».

Conclusion : Il nous faut encore travailler le sujet, approfondir la compréhension, envisager des prises en charges précoces pour prendre en charge les traumatismes sans oublier les familles, développer des stratégies pour que les temps tous différents de nos institutions n'aient pas de répercussions sur les possibilités de prise en charge des publics qui nous fréquentent.

3. PRESENTATION DE LA MAISON DES ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES DES VOSGES (MDAJA)

Intervention d'Eric VALENTIN, directeur de la MDAJA

La MDAJA des Vosges est très récente :

- implantée à côté des locaux de la mission locale à Remiremont depuis Avril 2017 et à son siège : 16, rue Jules Ferry depuis Juin.
- Elle est portée par l'AVSEA, financée par l'ARS comme toutes les MDA (105 en France), subventionnée par le Conseil départemental des Vosges et soutenue par le FIPDR sur le champ de la radicalisation.
- L'équipe pour l'heure est composée de Chloé FOURNACHER, Educatrice Spécialisée, chargée d'accueil et de moi même

Une MDA est un carrefour offrant un accueil neutre, non stigmatisant pour tous les jeunes de 12 à 25 ans quelle que soit leur problématique ou simplement avec l'envie de rencontrer un adulte.

La proposition de prise en charge de situations de radicalisation passe par l'élaboration d'un contre processus souple et adaptable selon les situations pour tenter de prendre en charge la souffrance qui n'a trouvé comme seule réponse que le processus radical : entretiens avec un psychologue, accompagnement éducatif dans les gestes de la vie quotidienne, situations de rupture si nécessaire.

Il s'agit pour l'heure d'un canevas expérimental à amender, enrichir en fonction des situations individuelles et uniques qui devrait débiter probablement à compter de septembre, avec l'aval de cellule de suivi des personnes radicalisées et de leurs familles à laquelle la MDAJA participe.

Pour l'heure, cet outil n'a pas encore reçu la validation du terrain : leurs retours sont indispensables pour analyser et ajuster cet outil conceptualisé.

La prise en charge de l'ensemble des problématiques des 12/25 ans se doit d'être partenariale en y associant les parents. La MDAJA amorce ce travail de partenariat et de réseau et vous invite à venir nous rencontrer.